

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 16/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MT TECHNOLOGY

16 RUE DU TEMPLE
BP 44
73140 Saint-Michel-de-Maurienne

Références : 20230209-RAP-MTT-StMichel
Code AIOT : 0006104478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement MT TECHNOLOGY implanté 16 RUE DU TEMPLE BP 44 73140 Saint-Michel-de-Maurienne. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la mise en sécurité d'un site à responsable défaillant réalisée par l'EPFL 73 via une convention avec l'ADEME, sur financement de l'Etat, l'inspection a souhaité constater l'avancement du chantier et vérifier certains aspects réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MT TECHNOLOGY
- 16 RUE DU TEMPLE BP 44 73140 Saint-Michel-de-Maurienne
- Code AIOT : 0006104478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MT Technology exploitait sur son site de St Michel de Maurienne une fonderie de précision à modèle perdu pour la production de pièces pour l'automobile. Le 11/04/2016, le tribunal de commerce de Chambéry a prononcé la liquidation judiciaire de l'entreprise et a désigné la

société BTSG comme liquidateur. La liquidation s'étant déclarée impécunieuse, les travaux de mise en sécurité ont été confiés à l'ADEME, qui a signé convention de financement avec l'EPFL 73 le 13/05/2022 pour transfert de la totalité des opérations définies dans sa RCTF (restitution des conditions techniques et financières).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Mise en sécurité d'une ICPE soumise à Autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite	3 mois
6	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.3°	/	Lettre de suite	6 mois
7	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.4°	/	Lettre de suite	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 12/02/2020, article Article R541-43	/	Sans objet
4	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.1°	/	Sans objet
5	Obligations liées à la mise en sécurité	Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.2°	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'EPFL 73 respecte les principaux aspects de la réglementation sur la traçabilité des déchets ainsi que les termes de sa convention ADEME "mise en sécurité". Seules des non conformités mineures sur le registre chronologique ainsi que certains compléments de sécurité non encore réalisés à ce jour pour des questions de calendrier ont été constatés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Après vérification par l'inspection et extraction de la plateforme « Trackdéchets », l'EPFL 73 émet bien les bordereaux électroniques de suivi des déchets associés au chantier. Sur l'année écoulée, 117 BSD Dangereux ont été émis (représentant 1732,4 T de déchets dangereux) ainsi que 2 BSD Amiante (représentant 8,8 T de déchets amiantés). Un exemple de BSD électronique, complété et signé, est présenté lors de la visite à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020, article Article R541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets -Registre chronologique (présence)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : L'inspection constate que VALGO tient à jour un registre chronologique au format informatique pour le compte de l'EPFL 73. Ce registre et son contenu (cf. Point suivant) ont été mis à disposition de l'inspection lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets -Registre chronologique (contenu)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Le registre tenu à jour par VALGO pour EPFL 73 contient les principales informations réglementaires permettant de tracer les déchets (dénomination et codes déchets, date de sortie, quantité, immatriculation des transporteurs, numéros de BSD, nom des transporteurs, nom des établissement de réception des déchets, etc.).</p> <p>L'inspection constate néanmoins que certains éléments réglementaires, bien que rattachables aux informations présentes, ne figurent pas explicitement dans le registre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les codes de traitement (bien que les traitements soient renseignés en toute lettre); - n° SIRET pour transport et filière de réception; - n°SIRET des établissements de réception; - informations sur l'origine du déchet (raison sociale, siret, adressen, ici liées à MT technologie); - si déchet de type POP (polluant organique persistant) ou non.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.1°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
Constats : L'inspection a pu constater via la visite de site, le registre, ainsi que la plateforme Trackdechets que l'évacuation des déchets dangereux est bien réalisée par l'EPFL 73 conformément aux termes de la convention ADEME. La grande majorité des déchets a été reconditionnée et évacuée au moment de la visite. Il ne reste qu'une petite partie des déchets sur le site. Les évacuations vont se poursuivre, la fin de chantier étant prévue selon VALGO en juillet 23 (la convention ADEME prévoyant une réception des travaux sur site en septembre 23). Les déchets à faible radioactivité de type RNR ont été traités conformément aux règles en vigueur. En particulier, les études d'acceptabilités ont été menées par les centres recevant ces déchets (délai de 2 mois supplémentaire avant réponse). Le sous-traitant DELEO a mis en place un suivi radiologique (étude dosimétrique).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.2°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
Constats : L'inspection constate la présence de barrières Heras fixées à l'emplacement de garde corps manquant, des portes fermées ou sécurisées au droit des accès au bâtiment. Un chantier étant actuellement en cours dans le bâtiment, l'EPFL indique que les fermetures seront pérennisées en fin de chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.3°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : Il n'y a plus d'électricité sur le site ni d'alimentation en gaz. Seul un dispositif temporaire d'électricité a été mis en place uniquement pour le chantier. En revanche, les cuves aériennes d'hydrocarbures en extérieur n'ont pas été neutralisées car le contenu liquide a figé. De ce fait, l'EPFL 73 et VALGO attendent une saison plus propice pour chauffer le fioul et ainsi pouvoir le pomper. Cette opération de neutralisation est prévue pour juin 23. Les tuyauteries aériennes associées aux cuves aériennes, reliées à un bâtiment hors site, n'ont pas été vidangées. L'EPFL indique que ces dernières sont hors site et que cela n'était pas prévu dans la convention ADEME pour la mise en sécurité. Enfin une cuve enterrée a été récemment découverte dans la chaufferie gaz. Son contenu est inconnu et l'EPFL 73 va réaliser une recherche complémentaire.
Observations : La neutralisation des cuves n'est pas encore réalisée au moment de la visite mais bien prévu par l'EPFL 73 conformément à la convention établie avec l'ADEME. Il en est de même pour les tuyauteries associées. Au vu de contexte particulier d'exploitant défaillant, L'EPFL se rapprochera de l'ADEME pour obtenir des précisions sur la nécessité de gestion des tuyauteries, et les éventuelles modalités de gestion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Autre du 01/06/2022, article R. 512-75-1.IV.4°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Constats : Il est prévu dans la convention ADEME une levée de doute sur sols hors site (espace publics), proportionnée aux enjeux identifiés et au contexte d'exploitant défaillant. Au moment de la visite, le diagnostic n'a pas encore été réalisé. L'EPFL 73 souhaite se rapprocher préalablement de l'ADEME pour obtenir des précisions sur le programme analytique à mettre en œuvre (problématique vraisemblablement métaux lourds, ainsi que probable caractère RNR des poussières).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois